



Notes méthodologiques et glossaire	3
Commentaires	4
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice	6
Solde d'exécution budgétaire en gestion	7
Dépenses par Titres et Catégories	8
Dépenses par Missions et par Programmes.....	9
Recettes du budget général	13
Recettes fiscales	13
Recettes non fiscales	15
Prélèvements sur recettes et Fonds de concours	17
Opérations des Comptes Spéciaux en dépenses et en recettes	18
Opérations des Comptes Spéciaux en soldes.....	19
Tableau des Flux de Trésorerie	20
Situation des correspondants du Trésor et personnes habilitées	22
Dettes financières de l'Etat	23

Les chiffres présentés sont les données cumulées depuis le 1^{er} janvier N jusqu'à la fin du mois M. Ces informations sont directement issues de la comptabilité générale de l'Etat.

Les chiffres « exécutés » 2009 correspondent aux données publiées à l'époque.

Les chiffres « retraités » 2009 correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changements de périmètre liées aux Lois de finances 2010.

Autorisation d'engagement

Limite supérieure des dépenses pouvant être engagées.

Crédit de paiement

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Les crédits de paiements présentés dans le tableau des dépenses budgétaires par titres et catégories ne sont pas détaillés par titres à l'exception du titre II (dépenses de personnel), en raison du niveau de répartition des crédits prévu par l'article 44 de la LOLF.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire).

Solde budgétaire en gestion

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives aux budgets des années courante et précédente exécutées au cours de la gestion N courant du 01/01/N au 31/12/N.

Période complémentaire

Opérations se rattachant au budget N exécutées au cours de la période allant du 01/01/N+1 au 20/01/N+1.

Titre

Dans le cadre de la loi organique du 1^{er} août 2001, les charges budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; *ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le résultat ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;*
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Catégorie

La catégorie est une décomposition du titre. Elle identifie une typologie de dépenses relevant du titre.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle.

Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales et de la communauté européenne.

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception de deux comptes particuliers dotés de crédits évaluatifs.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Tableau des flux de trésorerie (TFT)

Le TFT présente la ventilation des opérations d'encaissements et de décaissements de l'Etat par nature de flux : flux d'activité, flux d'investissement et flux de financement. Ce tableau est élaboré de manière similaire au TFT présenté dans le Compte Général de l'Etat (CGE).

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

R & D

Remboursements et Dégrevements

FMI

Fonds Monétaire International

Le solde d'exécution budgétaire de l'exercice à fin juillet 2010 s'élève à -93 070 millions € contre -108 799 millions € l'année dernière à la même échéance. A périmètre constant, le solde budgétaire 2009 s'établissait à -109 955 millions €.

Les dépenses du budget général

Fin juillet, les dépenses brutes du budget général s'élèvent à 228 642 millions € contre 239 347 millions € en 2009. Hors remboursements et dégrèvements (52 793 millions €), elles s'établissent à 175 849 millions € contre 171 225 millions € en 2009 à périmètre constant.

L'écart sur les dépenses brutes, à périmètre constant, s'élève à 11 930 millions € et s'explique par une baisse des dépenses d'intervention de 14 998 millions €, imputable à une forte diminution des remboursements et dégrèvements, des dépenses d'investissement de 3 554 millions € et des dépenses de fonctionnement de 1 455 millions €, partiellement compensée par une augmentation des dépenses de personnel de 3 495 millions €. Cette hausse n'est pas significative car les dépenses de 2009 n'intégraient pas une partie de la paie de l'Education nationale gérée dans l'application informatique «Chorus».

Au cours du mois de juillet, outre les remboursements et dégrèvements et les dépenses de personnel, l'analyse des dépenses par missions met en relief :

- des dépenses militaires pour 2 240 millions € à la Défense ;
- des dépenses dans le cadre des investissements d'avenir du Grand emprunt, à la Recherche et enseignement supérieur pour 3 220 millions €, et à l'Economie pour 700 millions € ;
- diverses subventions de la Recherche et enseignement supérieur principalement au CNRS, à l'INSERM, au CEA, à l'INRA pour un total de 1 234 millions € ;
- des subventions aux établissements publics nationaux dans le cadre de la formation supérieure et recherche universitaire pour 2 474 millions € ;
- une subvention au Fonds national d'accès au logement pour 1 265 millions € à la Ville et au logement.

Les recettes du budget général

A périmètre courant, les recettes brutes du budget général s'élèvent fin juillet 2010 à 152 179 millions € contre 157 864 millions € fin juillet 2009.

Les recettes nettes du budget général s'établissent à 99 386 millions € contre 88 517 millions € en 2009.

Les recettes fiscales brutes s'élèvent à 199 673 millions € (146 880 millions € nettes des remboursements et dégrèvements contre 122 955 millions € en 2009).

Corrigées des changements de périmètre, les recettes fiscales brutes s'établissaient à 191 938 millions € et les recettes fiscales nettes à 122 591 millions € en 2009.

Les recettes brutes de TVA sont stables (100 181 millions € contre 100 267 millions € en 2009 à périmètre constant).

L'impôt sur le revenu brut s'élève à 33 342 millions € contre 33 841 millions € en 2009.

Les recettes brutes d'impôt sur les sociétés s'établissent à 28 518 millions € contre 28 545 millions € en 2009.

La taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) s'établit à 8 049 millions € contre 8 197 millions € en 2009 à périmètre constant.

Les recettes non fiscales (11 469 millions €) enregistrent ce mois-ci, au titre de la participation de l'Etat dans des entreprises financières, les dividendes de la Caisse Centrale de Réassurance pour 55 millions €.

Elles enregistrent au titre de la participation de l'Etat dans les entreprises non financières, le versement des dividendes de La Poste pour 105 millions €, la Direction des chantiers navals pour 62 millions €, Thomson SA pour 25 millions € et la Française des jeux pour 60 millions €.

La rémunération de la garantie accordée par l'Etat aux Caisses d'épargne est également comptabilisée, ce mois-ci, à hauteur de 742 millions €.

Les opérations des Comptes Spéciaux

Les comptes spéciaux présentent, à périmètre constant, un solde cumulé hors FMI de -16 607 millions € contre -8 671 millions € en 2009

Les principaux postes cumulés de dépenses des comptes spéciaux sont constitués des avances aux collectivités territoriales pour 32 897 millions €, des pensions pour 28 354 millions € et des opérations relatives à la gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat pour 27 901 millions €.

Le compte de prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés enregistre des dépenses de 1 000 millions € relatives à l'avance octroyée par l'Etat à OSEO au titre des prêts aux petites et moyennes entreprises.

En matière de recettes, on relève 28 642 millions € au CAS Pensions, 28 094 millions € au titre d'opérations relatives à la gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat, et 20 807 millions € au compte d'avances aux collectivités territoriales.

La trésorerie

La situation de la trésorerie de l'Etat arrêtée fin juillet présente un solde créditeur de 28 379 millions €, soit un décaissement net de 37 700 millions € au cours du mois écoulé.

Les encaissements du mois proviennent des impôts et taxes à hauteur de 22 430 millions € et des émissions d'emprunts pour 17 642 millions €.

Les principaux flux de décaissements de la période écoulée concernent des remboursements d'emprunts (26 724 millions €), des dépenses d'intervention (17 107 millions €), des dépenses de personnel (7 189 millions €), des intérêts payés (6 978 millions €), d'autres décaissements (5 884 millions €), des subventions pour charges de service public (5 197 millions €), et des remboursements et restitutions sur impôts et taxes (5 021 millions €).

On note ce mois-ci des flux à hauteur de 3 423 millions € d'acquisitions d'immobilisations financières liées aux investissements d'avenir du Grand emprunt.

La dette financière

L'encours de la dette financière de l'Etat au 31 juillet 2010 s'établit à 1 224 990 millions €.

Les principales variations constatées au cours du mois de juillet concernent des émissions d'OAT pour 13 885 millions €, de BTAN pour 8 446 millions € et de BTF pour 33 924 millions €, ainsi que des remboursements d'OAT pour 2 785 millions €, des BTAN pour 26 525 millions € et de BTF pour 45 113 millions €.

Unité : million d'€

Opérations budgétaires de l'exercice	2010	2009 retraité	2009 exécuté
--------------------------------------	------	---------------	--------------

I. BUDGET GENERAL**GESTION COURANTE (hors opérations des Comptes Spéciaux) :**

Dotations des pouvoirs publics	1 014	1 014	1 014
Dépenses de personnel	69 691	66 196	68 487
Dépenses de fonctionnement	26 947	28 402	25 273
Charges de la dette de l'Etat	25 473	22 948	22 948
Dépenses d'investissement	5 241	8 795	8 795
Dépenses d'intervention	97 964	112 962	112 575
Dépenses d'opérations financières	2 312	255	255
Total des Dépenses	228 642	240 572	239 347
Total des Dépenses (hors R et D)	175 849	171 225	170 000
Recettes fiscales	199 673	191 938	192 302
Recettes non fiscales	11 469	9 429	9 557
Prélèvements sur recettes	-60 290	-63 328	-45 245
Fonds de concours	1 327	1 250	1 250
Total des Recettes	152 179	139 289	157 864
Total des Recettes (hors R et D)	99 386	69 942	88 517
SOLDE GESTION N	-76 463	-101 283	-81 483
GESTION SUIVANTE (Opérations N de la période complémentaire exécutée en N+1) :	0	0	0
SOLDE GESTION N+1	0	0	0

II. COMPTES SPECIAUX**GESTION COURANTE :**

Comptes d'affectation spéciale	676	2 984	2 984
Comptes de concours financiers	-17 367	-11 704	-30 349
Comptes de commerce	93	40	40
Comptes d'opérations monétaires	-9	64	64
SOLDE CS GESTION N	-16 607	-8 616	-27 261
SOLDE CS GESTION (hors FMI)	-16 607	-8 671	-27 316
GESTION SUIVANTE (Opérations de la période complémentaire) :	0	0	0
SOLDE CS GESTION N+1	0	0	0
SOLDE CS GESTION N+1 (hors FMI)	0	0	0
SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES de l'année	-93 070	-109 900	-108 744
SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES de l'année (hors FMI)	-93 070	-109 955	-108 799

Unité : million d'€

Opérations budgétaires de la gestion en cours	2010	2009 retraité	2009 exécuté
---	------	---------------	--------------

I. BUDGET GENERAL

BUDGET DE L'ANNEE PRECEDENTE (période complémentaire) :

Dépenses	5 546	2 228	2 228
Recettes	1 473	1 037	1 037
SOLDE BUDGET N-1	-4 073	-1 191	-1 191

BUDGET DE L'ANNEE COURANTE (hors opérations des Comptes Spéciaux) :

Dotations des pouvoirs publics	1 014	1 014	1 014
Dépenses de personnel	69 691	66 196	68 487
Dépenses de fonctionnement	26 947	28 402	25 273
Charges de la dette de l'Etat	25 473	22 948	22 948
Dépenses d'investissement	5 241	8 795	8 795
Dépenses d'intervention	97 964	112 962	112 575
Dépenses d'opérations financières	2 312	255	255
Total des Dépenses	228 642	240 572	239 347
Total des Dépenses (hors R et D)	175 849	171 225	170 000

Recettes fiscales	199 673	191 938	192 302
Recettes non fiscales	11 469	9 429	9 557
Prélèvements sur recettes	-60 290	-63 328	-45 245
Fonds de concours	1 327	1 250	1 250
Total des Recettes	152 179	139 289	157 864
Total des Recettes (hors R et D)	99 386	69 942	88 517

SOLDE BUDGET N	-76 463	-101 283	-81 483
-----------------------	----------------	-----------------	----------------

II. COMPTES SPECIAUX

BUDGET DE L'ANNEE PRECEDENTE (période complémentaire) :

SOLDE CS BUDGET N-1	7 426	8 523	8 523
SOLDE CS BUDGET N-1 (hors FMI)	7 166	8 234	8 234

BUDGET DE L'ANNEE COURANTE :

Comptes d'affectation spéciale	676	2 984	2 984
Comptes de concours financiers	-17 367	-11 704	-30 349
Comptes de commerce	93	40	40
Comptes d'opérations monétaires	-9	64	64
SOLDE CS BUDGET N	-16 607	-8 616	-27 261
SOLDE CS BUDGET N (hors FMI)	-16 607	-8 671	-27 316

SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES au cours de l'année	-89 717	-102 568	-101 412
---	----------------	-----------------	-----------------

SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES au cours de l'année (hors FMI)	-89 977	-102 912	-101 756
--	----------------	-----------------	-----------------

DEPENSES PAR TITRES ET CATEGORIES

(HORS OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX)

Unité : million d'€

Titres et catégories	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
TITRE 2				
Titre 2 - DEPENSES DE PERSONNEL				
Rémunérations d'activité		41 560	39 639	40 994
Cotisations et contributions sociales		27 525	25 982	26 909
Prestations sociales et allocations diverses		606	575	584
TOTAL DES DEPENSES DE PERSONNEL	117 369	69 691	66 196	68 487
AUTRES TITRES				
Titre 1 - DOTATIONS DES POUVOIRS PUBLICS				
		1 014	1 014	1 014
Titre 3 - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		9 798	12 156	11 882
Subventions pour charges de service public		17 149	16 246	13 391
Total des dépenses de fonctionnement		26 947	28 402	25 273
Titre 4 - CHARGES DE LA DETTE DE L'ETAT				
Intérêts de la dette financière négociable		0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable		0	0	0
Charges financières diverses		25 473	22 948	22 948
Total des charges de la dette de l'Etat		25 473	22 948	22 948
Titre 5 - DEPENSES D'INVESTISSEMENT				
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		4 658	7 820	7 820
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat		583	975	975
Total des dépenses d'investissement		5 241	8 795	8 795
Titre 6 - DEPENSES D'INTERVENTION				
Transferts aux ménages		20 792	22 398	22 340
Transferts aux entreprises		49 893	66 752	66 564
Transferts aux collectivités territoriales		11 875	10 756	10 756
Transferts aux autres collectivités		15 381	12 952	12 811
Appels en garantie		23	104	104
Total des dépenses d'intervention		97 964	112 962	112 575
Titre 7 - DEPENSES D'OPERATIONS FINANCIERES				
Prêts et avances		50	74	74
Dotations en fonds propres		2 262	181	181
Dépenses de participations financières		0	0	0
Total des dépenses d'opérations financières		2 312	255	255
TOTAL DES DEPENSES DES AUTRES TITRES	299 606	158 951	174 376	170 860
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES DU BUDGET GENERAL	416 975	228 642	240 572	239 347
Remboursements et dégrèvements	93 014	52 793	69 347	69 347
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES DU BUDGET GENERAL (Hors R et D)	323 961	175 849	171 225	170 000

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	2 681	1 588	1 608	1 571
Action de la France en Europe et dans le monde	1 758	975	1 002	965
Rayonnement culturel et scientifique	594	402	397	397
Français à l'étranger et affaires consulaires	329	211	209	209
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	2 679	1 462	1 464	1 459
Administration territoriale (1)	0	0	0	924
Administration territoriale	1 781	938	979	52
Vie politique, culturelle et associative	264	155	119	119
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	634	369	366	364
AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	4 226	2 480	1 811	1 803
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	2 399	1 402	758	758
Forêt	393	290	230	230
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	584	343	353	352
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	850	445	470	463
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	3 575	2 412	2 448	2 313
Aide économique et financière au développement	1 210	829	846	795
Solidarité à l'égard des pays en développement	2 331	1 572	1 590	1 506
Développement solidaire et migrations	34	11	12	12
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	3 430	2 781	2 915	2 914
Liens entre la nation et son armée	152	75	88	88
Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	3 181	2 637	2 749	2 748
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	97	69	78	78
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	583	321	302	300
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	324	174	162	161
Conseil économique, social et environnemental	38	37	27	27
Cour des comptes et autres juridictions financières	221	110	113	112
CULTURE	2 989	1 722	1 679	1 676
Patrimoines	1 294	732	713	713
Création	831	536	507	507
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	864	454	459	456
DEFENSE	38 349	19 920	24 097	24 070
Environnement et prospective de la politique de défense	1 829	865	1 086	1 086
Préparation et emploi des forces	21 851	12 101	12 703	12 703
Soutien de la politique de la défense	2 829	1 207	1 121	1 094
Equiperment des forces	11 840	5 747	9 187	9 187
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	578	283	282	281
Coordination du travail gouvernemental	492	240	207	206
Présidence française de l'Union européenne (1)	0	0	33	33
Protection des droits et libertés	86	43	42	42
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	14 934	6 045	5 830	5 646
Infrastructures et services de transports	5 460	2 704	2 555	2 367
Sécurité et circulation routières	60	13	14	14
Sécurité et affaires maritimes	140	49	62	62
Météorologie	192	143	136	136
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	359	174	100	100
Information géographique et cartographique	74	54	56	56
Prévention des risques	320	139	104	104
Energie et après-mines	839	542	581	581

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer (2)	3 890	2 227	2 222	2 226
Démonstrateurs et plateformes technologiques en énergies renouvelables et décarbonées et chimie verte (3)	1 600	0	-	-
Transport et urbanisme durables (3)	1 000	0	-	-
Véhicule du futur (3)	1 000	0	-	-
ECONOMIE	8 584	1 647	1 047	1 042
Développement des entreprises et de l'emploi	1 113	588	626	624
Tourisme	60	24	38	39
Statistiques et études économiques	426	230	266	263
Stratégie économique et fiscale	345	105	117	116
Croissance des petites et moyennes entreprises (3)	2 140	700	-	-
Développement de l'économie numérique (3)	4 500	0	-	-
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	44 652	26 586	24 136	24 136
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	42 950	25 473	22 948	22 948
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	248	23	104	104
Epargne	1 254	1 090	1 084	1 084
Majoration de rentes	200	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	61 340	36 376	34 194	34 183
Enseignement scolaire public du premier degré	17 608	10 391	9 403	9 403
Enseignement scolaire public du second degré	29 040	17 105	15 933	15 933
Vie de l'élève	3 753	2 477	2 477	2 477
Enseignement privé du premier et du second degrés	7 042	4 423	4 384	4 384
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 128	1 199	1 219	1 202
Enseignement technique agricole	1 269	775	778	784
Internats d'excellence et égalité des chances (3)	500	6	-	-
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	11 792	6 726	6 686	6 594
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	8 452	5 073	4 956	4 879
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local : expérimentations Chorus	27	8	8	8
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	358	105	107	107
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	796	398	557	549
Conduite et pilotage des politiques économique et financière (hors Chorus) (3)	84	39	-	-
Facilitation et sécurisation des échanges	1 545	921	920	913
Fonction publique	221	124	120	120
Entretien des bâtiments de l'Etat	309	58	18	18
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	575	236	253	252
Immigration et asile	488	209	230	229
Intégration et accès à la nationalité française	87	27	23	23
JUSTICE	6 883	3 858	3 801	3 799
Justice judiciaire	2 864	1 646	1 615	1 615
Administration pénitentiaire	2 695	1 401	1 366	1 366
Protection judiciaire de la jeunesse	777	424	450	448
Accès au droit et à la justice	295	240	230	230
Conduite et pilotage de la politique de la justice (2)	246	144	136	136
Conduite et pilotage de la politique de la justice (hors Chorus) (2)	6	3	4	4
MEDIAS	1 141	367	305	305
Presse	425	157	113	113
Soutien à l'expression radiophonique locale	29	6	8	8
Contribution au financement de l'audiovisuel	490	15	0	0
Action audiovisuelle extérieure	197	189	184	184

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
OUTRE-MER	2 127	1 212	1 107	1 107
Emploi outre-mer	1 318	790	726	726
Conditions de vie outre-mer	809	422	381	381
PLAN DE RELANCE DE L'ECONOMIE	4 010	1 570	3 392	3 392
Programme exceptionnel d'investissement public	819	49	391	391
Soutien exceptionnel à l'activité économique et à l'emploi	2 495	1 320	1 451	1 451
Effort exceptionnel en faveur du logement et de la solidarité	696	201	1 550	1 550
POLITIQUE DES TERRITOIRES	384	100	256	256
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	348	94	210	210
Interventions territoriales de l'Etat	36	6	46	46
POUVOIRS PUBLICS	1 019	1 015	1 014	1 014
Présidence de la République	113	112	112	112
Assemblée nationale	534	534	534	534
Sénat	328	328	322	322
La Chaîne parlementaire	31	31	31	31
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	5	5
Conseil constitutionnel	12	9	9	9
Haute Cour	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1
PROVISIONS	60	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	60	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	46 838	20 645	16 800	16 195
Formations supérieures et recherche universitaire	12 233	8 806	8 115	7 510
Vie étudiante	2 025	1 451	1 491	1 491
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	5 288	3 359	3 333	3 333
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	1 239	921	923	923
Recherche spatiale	1 290	1 103	1 101	1 101
Recherche dans le domaine des risques et des pollutions (1)	0	0	0	219
Recherche dans le domaine de l'énergie (1)	0	0	0	486
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	928	596	510	510
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables (2)	1 283	784	914	209
Recherche duale (civile et militaire)	194	130	128	128
Recherche culturelle et culture scientifique	159	80	102	102
Enseignement supérieur et recherche agricoles	299	195	183	183
Instituts thématiques d'excellence en matière d'énergies décarbonées (3)	1 000	0	-	-
Projets thématiques d'excellence (3)	3 050	2 550	-	-
Pôles d'excellence (3)	15 350	670	-	-
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (3)	1 500	0	-	-
Nucléaire de demain (3)	1 000	0	-	-
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	5 727	3 635	3 743	3 743
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 824	2 599	2 699	2 699
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	792	440	414	414
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 111	596	630	630
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	2 696	1 909	1 847	1 841
Concours financiers aux communes et groupements de communes	777	437	442	442
Concours financiers aux départements	495	353	360	360
Concours financiers aux régions	903	816	764	760
Concours spécifiques et administration	521	303	281	279

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	93 014	52 793	69 347	69 347
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	77 134	45 671	63 526	63 526
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	15 880	7 122	5 821	5 821
SANTE	1 191	717	767	760
Prévention et sécurité sanitaire	480	286	392	385
Offre de soins et qualité du système de soins	126	78	49	49
Protection maladie	585	353	326	326
SECURITE	16 411	9 316	9 428	9 406
Police nationale	8 764	5 044	5 061	5 050
Gendarmerie nationale	7 647	4 272	4 367	4 356
SECURITE CIVILE	573	248	217	217
Intervention des services opérationnels	289	118	119	119
Coordination des moyens de secours	284	130	98	98
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	12 353	7 171	7 041	6 979
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	1 561	535	483	425
Actions en faveur des familles vulnérables	416	224	592	592
Handicap et dépendance	9 137	5 608	5 358	5 358
Egalité entre les hommes et les femmes	30	15	15	15
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	1 209	789	593	589
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	835	430	466	464
Sport	256	148	123	123
Jeunesse et vie associative	190	65	93	93
Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative	389	217	250	248
TRAVAIL ET EMPLOI	12 296	8 098	7 363	7 356
Accès et retour à l'emploi	5 997	4 849	3 818	3 818
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	4 873	2 752	3 054	3 054
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	77	38	50	50
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	849	459	441	434
Investissements dans la formation en alternance (3)	500	0	-	-
VILLE ET LOGEMENT	8 450	4 973	4 926	4 926
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	1 105	535	615	615
Aide à l'accès au logement	5 370	3 861	3 586	3 586
Développement et amélioration de l'offre de logement	764	163	205	205
Politique de la ville	711	414	520	520
Rénovation thermique des logements (3)	500	0	-	-
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	416 975	228 642	240 572	239 347

(1) Programme supprimé en 2010

(2) Libellé de programme modifié en 2010

(3) Programme créé en 2010

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
11 - IMPOT SUR LE REVENU				
Impôt sur le revenu	56 189	33 342	33 841	33 841
12 - AUTRES IMPOTS DIRECTS PERCUS PAR VOIE D'EMISSION DE ROLES				
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (2)	8 422	1 806	3 127	2 505
13 - IMPOT SUR LES SOCIETES				
Impôt sur les sociétés	52 300	28 518	28 545	28 545
14 - AUTRES IMPOTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILEES				
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	460	268	242	242
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	4 650	3 301	3 288	3 288
Préciput dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965, art. 3)	0	0	1	1
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	26	21	21
Impôt de solidarité sur la fortune	3 847	3 942	3 388	3 388
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	35	165	163	163
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	109	93	93	93
Cotisation minimale de taxe professionnelle	617	577	617	617
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	10	9	7	7
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	25	11	12	12
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	36	30	24	24
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	595	596	25	25
Cotisation nationale de péréquation sur la cotisation locale d'activité à partir de 2010	0	131	33	33
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	10 121	5 130	-	-
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	4 667	2 775	-	-
Recettes diverses	388	160	134	134
TOTAL (14)	25 560	17 214	8 048	8 048
15 - TAXE INTERIEURE SUR LES PRODUITS PETROLIERS				
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	14 498	8 049	8 197	8 436
16 - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE				
Taxe sur la valeur ajoutée	172 960	100 181	100 267	100 100
17 - ENREGISTREMENT, TIMBRE, AUTRES CONTRIBUTIONS ET TAXES INDIRECTES				
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	260	215	185	185
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	158	100	93	93
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	260	195	147	147
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	620	478	349	349
Mutations à titre gratuit par décès	6 771	3 955	3 900	3 900

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
Autres conventions et actes civils	340	210	207	207
Taxe de publicité foncière	263	182	173	173
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	2 791	1 898	1 845	1 845
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	135	69	62	62
Timbre unique	99	45	142	142
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	1	1
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	873
Autres taxes intérieures	253	228	214	214
Autres droits et recettes accessoires	4	5	2	2
Amendes et confiscations	50	27	24	24
Taxe générale sur les activités polluantes	193	223	202	202
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	41
Contribution carbone (1)	0	0	-	-
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	291	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	174	85	91	91
Autres droits et recettes à différents titres	4	177	16	16
Taxe sur les achats de viande	0	0	18	18
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	82	34	52	52
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	57	32	33	33
Taxe sur certaines dépenses de publicité	58	28	29	29
Taxe de l'aviation civile	70	20	41	41
Taxe sur les installations nucléaires de base	689	361	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	21	21	15	15
Produits des jeux exploités par la Française de Jeux	1 807	1 113	1 104	1 104
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	743	412	478	478
Prélèvements sur le produit brut des paris hippiques	726	306	392	392
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	1 289	0	-	-
Autres taxes	157	144	98	98
TOTAL (17)	18 365	10 563	9 913	10 827
TOTAL DES RECETTES FISCALES	348 294	199 673	191 938	192 302
Remboursements et dégrèvements	93 014	52 793	69 347	69 347
TOTAL DES RECETTES FISCALES (Hors R et D)	255 280	146 880	122 591	122 955

(1) Ligne de recettes créée en 2010

(2) Ligne de recettes non fiscales 2009 transférée en recettes fiscales en 2010 (FAR)

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
21 - DIVIDENDES ET RECETTES ASSIMILEES				
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	2 577	3 064	2 165	1 945
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	400	510	59	59
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	3 891	2 276	2 350	2 350
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
TOTAL (21)	6 868	5 850	4 574	4 354
22 - PRODUITS DU DOMAINE DE L'ETAT				
Revenus du domaine public non militaire	260	133	148	148
Autres revenus du domaine public	65	29	34	34
Revenus du domaine privé	40	13	21	21
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	287	64	70	70
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	1 131	520	631	357
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	30	29	24	24
Autres produits de cessions d'actifs	1	0	0	0
Autres revenus du domaine	35	7	15	15
TOTAL (22)	1 849	795	943	669
23 - PRODUITS DE LA VENTE DE BIENS ET SERVICES				
Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	337	190	185	185
Frais d'assiette et de recouvrement des impôts et taxes établis au profit des collectivités territoriales	-	0	0	622
Autres frais d'assiette et de recouvrement	518	309	225	225
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	82	63	65	65
Produits de la vente de divers biens	2	0	2	2
Produits de la vente de divers services	205	63	81	81
Autres recettes diverses	10	10	7	7
TOTAL (23)	1 154	635	565	1 187
24 - REMBOURSEMENTS ET INTERETS DES PRETS, AVANCES ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	140	96	56	56
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	4	2	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	25	8	9	9
Intérêts des autres prêts et avances	407	383	1	1
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	267	121	142	142
Autres avances remboursables sous conditions	7	2	7	7
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	30	7	8	8
TOTAL (24)	886	619	223	223

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
25 - AMENDES, SANCTIONS, PENALITES ET FRAIS DE POURSUITES				
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation	640	338	345	345
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	250	74	120	120
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	50	5	4	4
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	25	4	5	5
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	780	423	461	461
Frais de poursuite	120	60	53	53
Frais de justice et d'instance	12	1	2	2
Intérêts moratoires	3	0	0	0
Pénalités	6	1	1	1
TOTAL (25)	1 886	906	991	991
26 - DIVERS				
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	700	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	742	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	144	119	1 247	1 247
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	118	61	59	59
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	18	6	6	6
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	380	241	202	202
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	100	62	78	78
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	4	17	0	0
Frais d'inscription	8	5	5	5
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	7	5	3	3
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	5	1	2	2
Récupération d'indus	42	15	14	14
Recouvrements après admission en non-valeur	260	122	128	128
Divers versements des Communautés européennes	41	0	29	29
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	50	0	0	0
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	48	27	29	29
Recettes diverses en provenance de l'étranger	4	3	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	5	0	0	0
Solte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	1 237	92	262	262
Produits divers	30	18	10	10
Autres produits divers	208	1 128	56	56
TOTAL (26)	3 409	2 664	2 133	2 133
TOTAL DES RECETTES NON FISCALES	16 052	11 469	9 429	9 557

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L' ETAT				
31- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-41 090	-23 969	-23 826	-23 827
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	-640	-373	-350	-350
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-28	0	-21	-21
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-184	-107	-96	-96
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle	-586	-342	-372	-372
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la TVA	-6 228	-3 633	-3 415	-3 415
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-2 059	-1 201	-1 209	-1 113
Dotation élu local	-65	-38	-38	-38
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-41	-24	-25	-25
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	-40	-23	-44	-44
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-500	-292	-292	-292
Dotation départementale d'équipement des collèges	-326	-190	-190	-190
Dotation régionale d'équipement scolaire	-661	-386	-386	-386
Compensation d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux	-282	-165	-175	-175
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	-203	-118	-126	-126
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	-15	-9	-6	-6
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-2	-2	-2
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-1 000	-100	-3 562	-3 562
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle (1)	-31 798	-18 549	-18 549	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement (1)	-131	-76	-	-
TOTAL (31)	-85 880	-49 597	-52 684	-34 040
32- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des Communautés européennes				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du budget des Communautés européennes	-18 153	-10 693	-10 644	-11 205
TOTAL (32)	-18 153	-10 693	-10 644	-11 205
TOTAL DES PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L' ETAT	-104 033	-60 290	-63 328	-45 245
FONDS DE CONCOURS				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux		1 146	1 113	1 113
Fonds de concours - coopération internationale		181	137	137
TOTAL DES FONDS DE CONCOURS	3 122	1 327	1 250	1 250
TOTAL GENERAL DES RECETTES	263 435	152 179	139 289	157 864
Remboursements et dégrèvements	93 014	52 793	69 347	69 347
TOTAL GENERAL DES RECETTES (Hors R et D)	170 421	99 386	69 942	88 517

(1) Ligne créée en 2010

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

(EN DEPENSES ET EN RECETTES)

Unité : million d'€

Désignation	2010		2009 retraité		2009 exécuté	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE						
Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route	93	212	74	212	74	212
Développement agricole et rural	82	94	74	100	74	100
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	239	347	459	464	459	464
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	314	463	628	848	628	848
Pensions	28 354	28 642	28 393	30 988	28 393	30 988
Total des Comptes d' Affectation Spéciale	29 082	29 758	29 628	32 612	29 628	32 612
COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS						
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	148	67	402	39	402	39
Avances à l'audiovisuel public	1 822	913	1 741	871	1 741	871
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	340	120	393	129	393	129
Avances aux collectivités territoriales	32 897	20 807	30 307	26 447	48 952	26 447
Prêts à des Etats étrangers	3 455	385	206	113	206	113
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	1 006	9	6 256	2	6 256	2
Total des Comptes de Concours Financiers	39 668	22 301	39 305	27 601	57 950	27 601
COMPTES DE COMMERCE						
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	249	341	323	418	323	418
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	61	50	51	50	51	50
Couverture des risques financiers de l'Etat	1 232	1 232	1 296	1 296	1 296	1 296
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	101	15	297	222	297	222
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	27 901	28 094	25 500	25 645	25 500	25 645
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	0	0	0	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	2	0	7	0	7	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	45	41	56	59	56	59
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement	367	281	488	371	488	371
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	11	8	14	11	14	11
Total des Comptes de Commerce	29 969	30 062	28 032	28 072	28 032	28 072
COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES						
Emission des monnaies métalliques	86	87	104	122	104	122
Opérations avec le Fonds monétaire international	0	0	888	943	888	943
Pertes et bénéfices de change	14	4	34	25	34	25
Total des Comptes d' Opérations Monétaires	100	91	1 026	1 090	1 026	1 090
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX	98 819	82 212	97 991	89 375	116 636	89 375
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX (Hors FMI)	98 819	82 212	97 103	88 432	115 748	88 432

Unité : million d'€

	Juillet		Cumul au 31 juillet 2010		Evolution	
	2010	2009	2010	2009	en %	
Flux de trésorerie liés à l'activité	Encaissements	25 377	29 729	228 644	234 537	-2,51%
	Ventes de produits et prestations de service encaissées	94	128	531	776	-31,57%
	Autres recettes de fonctionnement	276	563	2 971	2 870	3,52%
	Impôts et taxes encaissés	22 430	22 677	193 758	186 360	3,97%
	Autres recettes régaliennes	475	425	2 942	2 949	-0,24%
	Recettes d'intervention	1 223	2 442	3 076	6 109	-49,65%
	Intérêts et dividendes reçus	421	762	8 917	7 322	21,78%
	Autres encaissements	458	2 732	16 449	28 151	-41,57%
	Décaissements	50 607	54 786	313 897	326 497	-3,86%
	Dépenses de personnel	7 189	12 979	67 715	69 805	-2,99%
	Achats et prestations externes payés	1 962	1 549	8 516	9 821	-13,29%
	Remboursements et restitutions sur impôts et taxes	5 021	7 479	41 656	59 469	-29,95%
	Autres dépenses de fonctionnement	1 269	1 443	4 871	5 566	-12,49%
	Subventions pour charges de service public versées	5 197	3 011	17 506	13 426	30,39%
	Dépenses d'intervention	17 107	12 760	108 664	88 951	22,16%
	Versements résultant de la mise en jeu de la garantie de l'Etat	0	81	7	104	-93,27%
	Intérêts payés	6 978	7 051	25 589	25 130	1,83%
	Autres décaissements	5 884	8 433	39 373	54 225	-27,39%
	Flux de trésorerie nets liés à l'activité (I)	-25 230	-25 057	-85 253	-91 960	7,29%
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	Acquisitions d'immobilisations	4 363	1 971	10 587	18 885	-43,94%
	Immobilisations corporelles et incorporelles	940	1 710	3 307	9 552	-65,38%
	Immobilisations financières	3 423	261	7 280	9 333	-22,00%
	Cessions d'immobilisations	247	250	8 987	9 284	-3,20%
	Immobilisations corporelles et incorporelles	58	23	272	339	-19,76%
	Immobilisations financières	189	227	8 715	8 945	-2,57%
Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement (II)	-4 116	-1 721	-1 600	-9 601	83,34%	

Unité : million d'€

	Juillet		Cumul au 31 juillet 2010		Evolution	
	2010	2009	2010	2009	en %	
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	Emissions d'emprunt	17 642	28 582	141 926	179 302	-20,85%
	OAT	12 029	8 788	92 058	69 242	32,95%
	BTAN	8 196	7 537	59 131	54 231	9,04%
	Solde des BTF	-2 583	12 257	-9 263	55 829	-116,59%
	Remb. des emprunts (hors BTF)	26 724	34 137	71 677	78 344	-8,51%
	Dettes négociables	26 724	34 137	68 632	77 932	-11,93%
	OAT	658	16 229	17 251	43 819	-60,63%
	BTAN	26 066	17 908	51 381	34 113	50,62%
	Dettes non négociables	0	0	3 045	412	639,08%
	Flux liés aux instruments financiers à terme	75	218	190	183	3,83%
Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement (III)	-9 007	-5 337	70 439	101 141	-30,36%	
Flux de trésorerie nets non ventilés (IV)	653	692	9 351	-2 606	458,83%	
VARIATION DE TRESORERIE (V=I+II+III+IV=VII-VI)	-37 700	-31 423	-7 063	-3 026	-133,41%	
TRESORERIE EN DEBUT DE PERIODE (VI)	9 321	7 388	-21 316	-21 009	-1,46%	
TRESORERIE EN FIN DE PERIODE (VII)	-28 379	-24 035	-28 379	-24 035	-18,07%	

Unité : million d'€

Correspondants du Trésor et personnes habilitées		2010			2009		
		Situation au 1er janvier	Augmentations	Diminutions	Situation fin juillet	Situation fin juillet	
D F T	Organismes d'assurance et de réassurance	19	564	583	0	0	
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	92 815	92 816	10	10	
	Natixis banque	3	556	412	147	148	
	La Poste	2	19	20	1	1	
	Autres organismes à caractère financier	187	136 857	136 790	254	337	
	CEPL	Régions	935	26 344	26 750	529	528
		Départements	3 668	56 394	58 956	1 106	1 174
		Communes	15 299	68 012	69 568	13 743	13 664
		Hôpitaux	3 837	52 155	52 726	3 266	2 813
		HLM	192	7 416	7 485	123	127
		Autres CEPL	13 459	57 712	59 337	11 834	11 236
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	5 080	86 114	83 562	7 632	4 055
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	735	16 869	15 423	2 181	664
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	491	15 620	15 824	287	197
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	738	5 436	5 097	1 077	1 068
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	13 108	4 179	4 436	12 851	12 683	
	Communautés européennes	1 284	15 171	16 015	440	954	
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Fonds et Fondations	71	191	221	41	43
		GIP	230	1 318	1 322	226	231
		EPL	1 876	5 554	5 098	2 332	2 376
		Autres correspondants	3 106	27 622	26 883	3 845	1 477
		Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	1	0	1	0	0
		Intérêts courus sur comptes DFT	61	0	61	0	0
	C A T	Placements des CEPL sur un compte à terme	1 851	3 569	3 362	2 058	2 041
Compte à terme de l'ERAP, de l'ERAFP et de l'AFITF		0	0	0	0	0	
Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme		492	5 111	1 749	3 854	456	
Intérêts courus sur comptes à terme		4	0	4	0	0	
Total Passif (I)	66 740	685 598	684 501	67 837	56 283		
<i>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</i>	1	0	0	1	1		
<i>Découverts des correspondants du Trésor</i>	1	0	1	0	0		
Total Actif (II)	2	0	1	1	1		
SOLDE NET de la dette de l'Etat à l'égard des correspondants (III = I-II)	66 738	685 598	684 500	67 836	56 282		

DFT = Dépôts de Fonds Trésor. CAT = Comptes A Terme

Unité : million d'€

Dettes financières de l'Etat	Exercice 2010			Exercice 2009		
	Situation au 1er janvier	Augmentations	Diminutions	Situation fin juillet	Situation fin juillet	
Dettes négociables (I)	Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	718 847	90 733	19 290	790 290	704 365
	Titres en monnaie étrangère	0	0	0	0	0
	Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN)	215 018	58 026	51 653	221 391	217 412
	Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	214 120	256 418	265 681	204 857	194 110
	Autres titres négociables	0	0	0	0	0
	Total dette négociable (I)	1 147 985	405 177	336 624	1 216 538	1 115 887
Dettes non négociables (II)	Titres non négociables	0	0	0	0	6
	Dettes exigibles :	249	323 522	323 524	247	255
	- OAT	0	13 887	13 887	0	0
	- BTAN	0	40 932	40 932	0	0
	- BTF	0	265 681	265 681	0	0
	- Autres titres non négociables	249	3 022	3 024	247	255
	Autres emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0
Total dette non négociable (II)	249	323 522	323 524	247	261	
Autres emprunts (III)	Total autres emprunts (III)	10 485	742	3 022	8 205	11 335
TOTAL DETTE FINANCIERE DE L' ETAT (IV = I+II+III)	1 158 719	729 441	663 170	1 224 990	1 127 483	